

CAP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1113

VENDREDI 16 OCTOBRE 2015

Dispensé de timbrage BREST CTC

Pour un renforcement de l'UE

Comme François Mitterrand et Helmut Kohl, 26 ans plus tôt, le 7 octobre, François Hollande et Angela Merkel sont intervenus devant les parlementaires européens à Strasbourg.

Dans son discours, François Hollande a rappelé les enjeux auxquels l'Union Européenne doit faire face : la crise financière, née en dehors de notre continent mais qui s'est propagée et qui a provoqué une crise économique, dont nous sortons à peine, et une crise sociale avec des millions de jeunes sans travail. « Et maintenant c'est une crise humanitaire à laquelle nous faisons face avec un afflux de réfugiés provoqué par la destabilisation de régions entières, au Moyen-Orient, en Afrique, issus des conflits armés, et avec la résurgence des haines religieuses ».

Pour François Hollande comme pour Angela Merkel, l'Union Européenne doit faire face à ces crises avec solidarité et responsabilité.

« Il y a la tentation de repli national chaque fois qu'il y a une épreuve », a insinué François Hollande. « Rien n'est pourtant plus vain que de chercher à se sauver seul, à se dérober, à s'abriter quand des événements majeurs se produisent dans le monde entier. Nous devons parler d'expérience, c'est l'histoire qui nous le dit et nous le confirme. »

L'avenir doit être celui du renforcement de l'Europe. « Il y a plusieurs voies », a souligné le président de la République. « Il y a la voie de l'entre-deux, ce que nous connaissons. »

Il y a aussi, face à cette Europe qui a du mal à décider, une deuxième voie possible. « La voie du renforcement, c'est celle vers



Solidarité et responsabilité

laquelle, Madame Merkel et moi-même voulons travailler avec vous, parce que rien ne se fera sans le Parlement européen.»

Mais, si l'on ne veut pas de l'entre-deux, ce que nous vivons depuis peut-être trop d'années, si nous ne voulons pas du renforcement de l'Europe, alors il n'y a qu'une voie. « J'ai entendu ce qu'a dit Monsieur Farage (dirigeant du UKIP - ndlr). La seule voie possible pour celles et ceux qui ne sont pas convaincus de l'Europe, c'est de sortir de l'Europe, tout simplement ! Il n'y a pas d'autre voie ! Et celle-là est terrible mais elle est celle, finalement, de la logique de sortir de l'Europe, de sortir de l'euro, de sortir de Schengen. »

« Même, si vous le pouvez, de sortir de la démocratie parce que parfois, en vous entendant, je me pose cette question ! », a suggéré François Hollande à Marine Le Pen. « Est-ce que, vraiment, vous voulez participer à un espace commun ? Ce que j'appelle ici ce n'est pas l'abandon de la souveraineté, c'est la souveraineté. Et la souveraineté n'a rien à voir avec le souverainisme. La souveraineté européenne c'est être capable de décider pour nous-mêmes et éviter que ce soit le retour aux nationalismes, aux populismes, aux extrémismes qui nous imposent, aujourd'hui, d'aller dans un chemin que nous n'avons pas voulu. »

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 15/10/2015



PRESSE
URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

CPA

Manuel Valls et Myriam El Khomri ont reçu, le 9 octobre, le rapport de France Stratégie sur le compte personnel d'activité (CPA). Ces préconisations alimenteront les débats de la Conférence sociale du 19 octobre. Les contours définitifs du CPA feront l'objet d'un projet de loi début 2016. L'enjeu est de mieux protéger les actifs tout au long de leur parcours, indépendamment de leur statut (salariés du privé, agents publics, demandeurs d'emploi, travailleurs indépendants) pour leur permettre d'être mieux armés face aux mutations du marché du travail, mais également d'être davantage acteurs de ce parcours.

Depuis 2012, le gouvernement a commencé à construire ces nouvelles protections, en particulier avec l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013, avec le compte personnel de formation, les droits rechargeables à l'assurance chômage et le compte personnel de prévention de la pénibilité.

PS29

Chiffre de la semaine

18,8 millions d'euros

C'est le montant des économies réalisées en quatre ans sur le budget de l'Élysée qui s'établit à 100 millions d'euros. En 2011, il atteignait 112 millions d'euros.